

Direction Cadre de Vie et Ville Durable
Pôle Vie Citoyenne et proximité
Direction de la Citoyenneté
Service Accueils
04 94 06 95 01



Nos/Réfs : PVCP/DC/SA/BC/09/06/2025

Service de référence : Métropole Toulon Provence Méditerranée

CERTIFICAT DE FIN D'AFFICHAGE

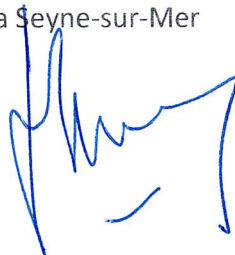
Le service Accueils de la Direction de la Citoyenneté de La Seyne-sur-Mer (Var) a procédé à l'affichage de :

OBJET	Délibération N° 25/04/059 concernant le bilan de la concertation et l'arrêt du règlement local de publicité intercommunal par le conseil métropolitain du 30 avril 2025.
DURÉE D'AFFICHAGE	1 mois
DATE DÉBUT AFFICHAGE	07/05/2025
DATE FIN D'AFFICHAGE	09/06/2025

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

La Seyne-sur-Mer, le 09 juin 2025

Joseph MINNITI
Maire de La Seyne-sur-Mer



N° 43

Affiché le 07/05/2025
retiré le 09/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :

Date de validation par la préfecture :

Date de publication :

Séance Publique du 30 avril 2025

N° D' O R D R E : 25/04/059

**O B J E T : BILAN DE LA CONCERTATION ET ARRET DU
REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE
INTERCOMMUNAL**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1,

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L581-14 et suivants,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L103-2 à L103-6, L132-1 à L.153-8 et L.153-11,

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) portant modification des dispositions du Code de l'Environnement relatives à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes,



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :

Date de validation par la préfecture :

Date de publication :

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
MERCREDI 30 AVRIL 2025**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le mercredi 30 avril 2025, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRÉSENTS	REPRÉSENTÉS	ABSENTS
57	19	5
OBJET DE LA DELIBERATION		
N° 25/04/059		
BILAN DE LA CONCERTATION ET ARRET DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL		

PRÉSENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Laurent BONNET, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Laurent CUNEO, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Delphine GROSSO, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Isabelle MONFORT, M. Ange MUSSO, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TANGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Gilles VINCENT, M. Christian SIMON, Mme Brigitte GENETELLI.

REPRÉSENTÉS :

Mme Basma BOUCHKARA ayant donné pouvoir à Mme Christine SINQUIN, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à Mme Virginie PIN, Mme Corinne JOUVE ayant donné pouvoir à M. Patrice CAZAUX, Mme Sylvie LAPORTE ayant donné pouvoir à M. Thierry ALBERTINI, M. Arnaud LATIL ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, M. Christophe MORENO ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury NAVARRANNE ayant donné pouvoir à M. Gilles BALDACCHINO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, Mme Sandra TORRES ayant donné pouvoir à Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

ABSENTS :

M. Pierre BONNEFOY, M. Jean-Pierre COLIN, Mme Valérie RIALLAND, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Kristelle VINCENT.

VU la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

VU la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets dite loi climat et résilience,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le compte-rendu des conclusions de la Conférence des maires qui a été organisée à l'initiative du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 9 novembre 2020,

VU la délibération n°20/12/315 du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) et définissant les objectifs et les modalités de la concertation,

VU le Porter à Connaissance de l'Etat transmis le 7 février 2022 par le Préfet du Var,

VU la présentation des enjeux, du diagnostic et la définition des orientations en matière d'affichage extérieur lors de la Conférence des maires en date du 17 octobre 2022,

VU la délibération n°23/07/25 du Conseil Municipal d'Ollioules relative à l'élaboration du RLPi et du débat sans vote sur les orientations générales en date du 31 juillet 2023,

VU la délibération n°5 du Conseil Municipal de La Garde relative à la présentation des orientations générales du RLPi et débat en date du 18 septembre 2023,

VU la délibération n°DEL-2023-67 du Conseil Municipal du Revest-les-Eaux relative au débat sur les orientations du RLPi en date du 25 septembre 2023,

VU la délibération n°16453 du Conseil Municipal de Six-Fours-les-Plages relative au débat sur les orientations du RLPi en date du 27 septembre 2023,

VU la délibération n°15 du Conseil Municipal de Hyères relative au débat sur les orientations du RLPi en date du 29 septembre 2023,

VU la délibération n°2023/522/S du Conseil Municipal de Toulon relative au débat sur les orientations du RLPi en date du 27 octobre 2023,

VU la délibération n°2023/DEL/233 du Conseil Municipal de La Valette-du-Var relative au débat sur les orientations du RLPi en date du 28 novembre 2023,

VU la délibération n°2023/099/2 du Conseil Municipal de La Crau relative au débat sur les orientations du RLPi en date du 14 décembre 2023,

VU la délibération n°23 DCM-DGS-094 du Conseil Municipal du Pradet relative au débat sur les orientations du RLPi en date du 18 décembre 2023,

VU la délibération n°2024/11 du Conseil Municipal de Saint-Mandrier-sur-Mer relative au débat sur les orientations du RLPi en date du 12 février 2024,

VU la délibération n°DEL_24_035 du Conseil Municipal de La Seyne-sur-Mer relative aux orientations du RLPi en date du 27 février 2024,

VU la délibération n°2024-03-010 du Conseil Municipal de Carqueiranne relative au débat sur les orientations du RLPi en date du 17 juin 2024,

VU la présentation du projet de Règlement Local de Publicité intercommunal lors de la Conférence des maires du 14 avril 2025,

VU le bilan de la concertation préalable annexé à la présente délibération,

VU le projet du Règlement Local de Publicité intercommunal prêt à être arrêté joint en annexe à la présente délibération,

VU l'avis de la Commission Aménagement du Territoire, Planification, Stratégie Foncière en date du 15 avril 2025,

CONSIDERANT que les objectifs poursuivis par la présente procédure et fixés par la délibération du Conseil Métropolitain n°20/12/315 en date du 15 décembre 2020 sont les suivants :

- Réglementer les publicités, les enseignes et les pré-enseignes dans un but de protection du cadre de vie et des paysages ;
- Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ;
- Mettre en valeur le patrimoine et les paysages urbains, naturels par la limitation de l'impact des dispositifs de publicité ;
- Améliorer l'image et l'attractivité du territoire en encadrant l'affichage publicité ;
- Revoir le contenu des zones réglementées en fonction de la réglementation nationale à la suite de la réforme introduite par la loi Grenelle II et ses évolutions ultérieures ;
- Réinterroger les zones de publicité autorisée instituées par certains RLP communaux au regard de l'évolution des communes concernées et des nouveaux choix,

CONSIDERANT que le projet de RLPi a pris en compte les éléments du Porter A Connaissance transmis le 7 février 2022 par le Préfet du Var,

CONSIDERANT que, conformément à la Charte de Gouvernance, les Conseils Municipaux des douze communes membres de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ont débattu des orientations générales du RLPi entre le 31 juillet 2023 et le 17 juin 2024,

CONSIDERANT que ces orientations ont été déclinées en un règlement écrit et graphique à l'échelle de l'ensemble du territoire,

CONSIDERANT que les modalités de collaboration avec les communes et les personnes publiques associées établies par la Charte de Gouvernance du RLPi s'appuient sur les principes suivants :

- Impliquer les communes dans la co-construction du RLPi ;
- Associer les élus et les techniciens des communes et de la Métropole ;
- Organiser le pilotage garantissant la prise en compte des spécificités du territoire ;
- Concerter les Personnes Publiques Associées (PPA), les partenaires notamment l'UDAP (Union Départementale de l'Architecture du Var) et les afficheurs le cas échéant,

CONSIDERANT que pour mener à bien ce projet et conformément à la délibération du Conseil Métropolitain du 15 décembre 2020 définissant les modalités de collaboration avec les communes, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a mis en œuvre un travail de collaboration avec les communes, dont les modalités ont consisté, entre 2021 et 2025, en l'organisation de différents échanges détaillés ci-dessous :

- Une Conférence des maires rassemblant les 12 maires des communes membres et traitant des modalités de collaboration entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et les communes, s'est tenue le 09 novembre 2020 ;
- Trois Comités techniques composés des techniciens des communes membres, le 15 décembre 2021, le 17 mai 2022 et le 16 novembre 2023 ;
- Deux Comités de pilotage composés d'élus de plusieurs communes, le 21 février 2022 et le 16 septembre 2024 ;
- De nombreux entretiens ont été réalisés avec les communes disposant d'un RLP entre 2022 et 2023 afin d'identifier les enjeux locaux en matière de publicités et d'enseignes et l'application de la réglementation locale ;
- Huit ateliers thématiques ont été réalisés en 2022 avec certaines PPA en fonction des sujets telles que la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine, le Parc National de Port-Cros ;
- Une Conférence des maires rassemblant les 12 maires des communes membres s'est tenue le 17 octobre 2022 relative aux enjeux du diagnostic et de la définition des orientations en matière d'affichage extérieur ;
- Les orientations et objectifs du RLPI ont été débattus lors d'un Conseil Municipal dans chacune des communes entre 2023 et 2024 ;
- Des réunions ont été tenues spécifiquement avec des communes, en tant que de besoin ;
- Le projet de règlement a été présenté, dans chacune des communes, au maire ou à l'élue en charge de cette thématique ;
- Tout au long de la démarche, chaque commune a pu prendre connaissance du zonage proposé sur son territoire et soumettre des propositions d'évolution ;
- Les règlements écrits et graphiques ont été communiqués aux communes à plusieurs reprises entre 2021 et 2025 afin que celles-ci puissent faire part de leurs remarques ;
- Une Conférence des maires rassemblant les 12 maires des communes membres s'est tenue le 14 avril 2025 afin de présenter le présent projet de RLPI arrêté,

CONSIDERANT que l'association des personnes publiques intéressées par le projet de RLPI et des services de l'Etat ainsi que des communes membres s'est déroulée tout au long des études par la tenue de réunions d'échanges entre 2021 et 2025. Elles ont permis d'exposer les objectifs de l'élaboration du RLPI, d'échanger sur les orientations et les déclinaisons réglementaires, notamment lors de :

- Deux réunions spécifiques avec la Chambre de Commerce et d'Industrie et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat le 8 juin 2022 et le 21 juin 2022 pour aborder les enjeux liés aux zones d'activités et à l'activité portuaire ;
- Une réunion spécifique avec le Parc National de Port Cros le 16 juin 2022 pour aborder plus précisément la réglementation du Parc ;
- Trois réunions spécifiques se sont tenues le 13 juin 2022, le 25 septembre 2023 et le 22 février 2024 avec l'UDAP pour aborder plus finement les enjeux patrimoniaux et architecturaux,

CONSIDERANT que, conformément aux objectifs poursuivis et aux modalités qui avaient été annoncées au sein de la délibération n°20/12/315 du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la concertation préalable s'est déroulée du 15 décembre 2020 au 7 mars 2025 inclus, sur une période d'environ 50 mois,

CONSIDERANT que cette concertation préalable avait pour objectifs de permettre, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés à l'importance du projet, d'accéder aux informations relatives au RLPI ainsi qu'aux avis officiels imposés par les textes. Elle devait également permettre de formuler des observations et des propositions enregistrées et conservées par la collectivité qui les analyserait et en tirerait le bilan au moment de l'arrêt,

CONSIDERANT que la concertation préalable a permis d'associer pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées,

CONSIDERANT que le bilan de la concertation complet joint au dossier d'arrêt du RLPI apporte des précisions concernant la prise en compte des conclusions et résultats de la concertation dans l'élaboration du projet de RLPI,

CONSIDERANT que les modalités inscrites dans la délibération de prescription du 15 décembre 2020 ont été mises en œuvre :

- Un dossier de présentation du projet de RLPi, complété au fur et à mesure de l'avancement de la procédure, a été mis en ligne sur le site de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et mis à disposition du public au siège de la Métropole, dans chacune des mairies des communes concernées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- Le public a pu exprimer et faire connaître ses observations tout au long de la concertation selon les modalités suivantes :
 - o En les consignant dans les registres mis à disposition au siège de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et dans chacune des mairies des communes concernées en version papier, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
 - o Et/ou en les adressant par écrit à l'adresse suivante : Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée
CONCERTATION SUR LE REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE
INTERCOMMUNAL DE TPM Hôtel de la Métropole 107 boulevard Henri Fabre- CS 30 536 83 041 Toulon Cedex 9 ;
 - o Et/ou en les adressant par courrier électronique à l'adresse suivante : mtpm.publicite@metropoletpm.fr ;
- Quatre réunions publiques ont été organisées préalablement à l'arrêt du projet, afin que l'avant-projet de RLPi y soit présenté :
 - o Une réunion publique de présentation du diagnostic et des enjeux du RLPi, organisée le 21 mars 2022 ;
 - o Trois réunions publiques de présentation des orientations, du projet de zonage et des principaux objectifs du règlement, organisées dans chaque secteur de la Métropole le 27 mars 2023, le 3 avril 2023 et le 17 avril 2023 ;
- Chaque réunion publique a été préalablement annoncée par voie de presse et par voie d'affichage au siège de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, ainsi que dans la plupart des communes du territoire, sur le site Internet de la Métropole et sur le site dédié <http://rlpi-metropoletpm.fr/#rlpi> ;
- Des réunions spécifiques ont également été organisées avec certains acteurs de l'affichage extérieur (afficheurs, enseignants, associations...) notamment le 22 juin 2023 avec les afficheurs, présence de six afficheurs,

CONSIDERANT les résultats quantitatifs de la concertation exposés ci-après :

- Environ 60 participants se sont mobilisés lors de l'ensemble des réunions publiques ;
- 10 observations ont été recensées dans les registres de concertation numérique,
- 1 courrier a été reçu ;
- Aucune observation n'a été recensée dans les registres de concertation papiers présents dans les mairies des communes membres et au siège de la Métropole,

CONSIDERANT que les avis exprimés mettent en exergue un contraste entre une volonté de restreindre fortement la publicité et les enseignes en faveur notamment du paysage et du cadre de vie, et la critique de certaines règles du projet de RLPi (grand format par exemple), jugées trop restrictives par certains professionnels du secteur.

CONSIDERANT que certains contributeurs insistent notamment sur le rôle du RLPi pour améliorer et/ou préserver la qualité des entrées de villes,

CONSIDERANT que les avis exprimés mettent en exergue le souhait que les prescriptions à l'égard de la publicité et des enseignes permettent de garantir la qualité du cadre de vie et des caractéristiques patrimoniales, d'embellir le paysage urbain, historique ou résidentiel, naturel ou touristique, de réduire leur impact environnemental tout en conciliant la dynamique des activités économiques du territoire,

CONSIDERANT que les thèmes émergents issus des observations grand public, des associations et des professionnels ont notamment été les suivants :

- Les modalités d'entrée en vigueur du RLPi,
- Les dispositifs dérogatoires,
- Les enseignes numériques,
- L'extinction nocturne des dispositifs,
- La réduction des formats des publicités,
- La densité des dispositifs le long des axes structurants,
- La mise en œuvre du RLPi,
- La promotion de la publicité numérique,

CONSIDERANT que les moyens de concertation et d'information déclinés ont permis d'informer régulièrement les habitants et les acteurs du territoire, et ont garanti la transparence de la démarche. L'implication des citoyens, des associations, des acteurs du territoire notamment, à travers ces différents moyens de concertation, a permis de recueillir des avis et remarques qui ont été étudiées et ont pu contribuer à l'élaboration du projet de RLPi

CONSIDERANT que le dossier de RLPi est constitué, conformément aux articles R581-72 à R581-78 du Code de l'Environnement :

- D'un rapport de présentation qui se compose notamment du diagnostic, des orientations et objectifs choisis et de l'explication des choix retenus par rapport à ces orientations et objectifs,
- D'un règlement écrit contenant des prescriptions spécifiques à la publicité, aux pré-enseignes et aux enseignes permettant d'adapter le règlement national de publicité aux enjeux locaux,
- Des plans de zonage permettant d'identifier les Zones de Publicité (ZP) dans lesquelles s'appliquent le règlement,
- En annexe, des arrêtés municipaux fixant les limites de chaque agglomération communale, pris en application de l'article R411-2 du Code de la route,

CONSIDERANT que l'état d'avancement du projet de RLPi permet de considérer qu'il est prêt à être transmis pour avis aux services de l'État et aux personnes publiques associées conformément aux articles L153-16 et L153-17 du Code de l'Urbanisme,

CONSIDERANT qu'en application des articles L153-15 et R153-5 du Code de l'Urbanisme, le projet arrêté sera soumis pour avis aux Conseils Municipaux des communes situées sur le territoire de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée. Chaque commune membre disposera ensuite d'un délai de trois mois à compter de la date de la délibération du Conseil Métropolitain pour rendre un avis sur le projet de RLPi. A défaut d'avis exprimé dans ce délai, cet avis sera considéré comme favorable,

CONSIDERANT qu'en application de l'article L581-14-1 du Code de l'Environnement, le projet de RLPi sera soumis pour avis à la Commission Départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites présidée par le Préfet du Var,

CONSIDERANT que les associations locales d'usagers ainsi que les associations agréées au titre de la protection de l'environnement, pourront, à leur demande, consulter le projet de RLPi, en application de l'article L132-12 du Code de l'Urbanisme,

CONSIDERANT que ce dossier, auquel auront été annexés les avis issus des différentes consultations ainsi que le bilan de la concertation, sera présenté dans le cadre de l'enquête publique,

CONSIDERANT qu'il a lieu d'arrêter le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal tel que présenté et annexé à la présente délibération.,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE TIRER le bilan de concertation présenté dans le document joint à la présente délibération.

ARTICLE 2

D'ARRETER le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal tel qu'annexé à la présente délibération.

ARTICLE 3

DE COMMUNIQUER ce projet pour avis aux personnes prévues par le Code de l'Urbanisme et notamment aux personnes publiques associées visées aux articles L132-7 et 132-9 du Code de l'Urbanisme, aux maires des communes membres de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites, et le cas échéant aux maires des communes et présidents des établissements publics de coopération intercommunale voisins, compétents en matière d'urbanisme, ayant demandé à être consultés sur le projet de RLPI.

ARTICLE 4

DE DIRE que conformément aux dispositions de l'article L103-6 du Code de l'Urbanisme, le dossier du projet de règlement local de publicité intercommunal, tel qu'arrêté par le Conseil Métropolitain, sera soumis à une enquête publique, accompagné du bilan de la concertation.

ARTICLE 5

DE DIRE que la présente délibération sera transmise à la Préfecture du Var et fera l'objet d'un affichage dans chacune des mairies des communes membres et au siège de la Métropole (Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, 83000 Toulon) durant un mois, conformément aux dispositions de l'article R153-3 du Code de l'Urbanisme.

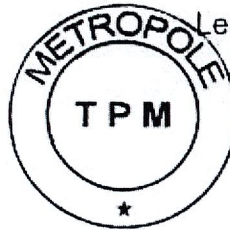
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 30 avril 2025

Jean-Pierre GIRAN

Béatrice VEYRAT-MASSON

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



Le secrétaire de séance

POUR 76

CONTRE 0

ABSTENTION 0

MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Règlement Local de **Publicité** de la Métropole TPM

PUBLICITÉ



PRÉ-ENSEIGNES



ENSEIGNES



Pour une publicité harmonieuse dans nos paysages



BILAN DE LA CONCERTATION

Sommaire

I.	La concertation dans le cadre d'un Règlement Local de Publicité intercommunal	3
1.1.	L'obligation de concertation dans le cadre de l'élaboration d'un règlement local de publicité intercommunal (RLPi)	3
1.2.	La concertation dans le cadre de l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.	4
II.	Présentation des actions de communication et d'information	5
2.1.	Un site internet dédié et une communication sur les réseaux sociaux	5
2.2.	Affichage dans chacune des mairies afin d'informer de la tenue des réunions publiques et à l'Hôtel de la Métropole	8
2.3.	Des lettres d'informations et un dossier de présentation	13
2.4.	4 Panneaux d'information formant une exposition	17
2.5.	Article publié dans la presse locale	18
III.	Présentation des actions de concertation.....	19
3.1.	Des outils de concertation récurrents.....	19
a.	Les réunions publiques	19
b.	Réunion spécifique avec les afficheurs	22
3.2.	Mise à disposition d'un dossier de concertation, de registres papiers et numériques, et le dépôt d'observations écrites par courriers et courriels.....	23
IV.	Résultats et synthèse de la concertation	25
4.1.	Résultat quantitatif.....	25
4.2.	Contributions et synthèse	26
V.	Clôture du projet de bilan.....	28